

Frères des hommes - Belgique asbl  
Rue de Londres 18 - 1050 Bruxelles  
02/512 97 94 - CCP 000-0792779-95

N° 94

# Les agrocarburants, solution d'avenir pour la planète?

## Editorial:

*La vague des agrocarburants déferle sur la planète*

## Les agrocarburants: réservoirs pleins et ventres vides?

## Zoom Sud:

- *Brésil: agrocarburants versus réforme agraire*
- *Colombie: témoignage de François Houtart*



## La vague des agrocarburants déferle sur la planète

Portés par les inquiétudes relatives à la hausse des prix pétroliers, la dépendance énergétique et le réchauffement climatique, les agrocarburants ont la cote et tout le monde en parle. Signe de l'intérêt des pays riches pour la question, le sujet s'est même retrouvé sur la table des participants au forum économique mondial de Davos. Par une directive de 2003, l'Union européenne a exprimé l'objectif de couvrir 5.75% des besoins en carburants routiers par des agrocarburants<sup>1</sup> d'ici 2010. 15 milliards de dollars ont déjà été accordés aux pays riches sous forme de subventions pour les agrocarburants, sans compter les lois promulguées en faveur de la production de ceux-ci. Dans certains pays comme la Colombie, l'attrait de ces incitants fiscaux pousse littéralement au crime et au délit certains paramilitaires qui s'approprient illégalement les terres des paysans. Le témoignage de François Houtart repris dans ce bulletin est édifiant sur ce plan.

Nombreuses sont les multinationales qui dressent l'oreille lorsque l'on parle «agrocarburant». Ainsi, on assiste à une multiplication d'alliances parfois même très hétéroclites, telles que celles qui ont été scellées, par exemple, entre les secteurs agroalimentaire et pétrochimique. Ainsi, Conoco Phillips a annoncé sur son site internet<sup>2</sup> son alliance avec Tyson Foods dans le but de produire de l'agrodiesel à partir de graisses animales. Les multinationales impliquées dans le développement des OGM sont, elles aussi, particulièrement alléchées par la perspective de nouvelles rentrées financières: plusieurs s'investissent dans la recherche et le développement de l'éthanol ainsi que la main-mise et le contrôle sur les semences. C'est le cas, par exemple, pour Monsanto<sup>3</sup>. Au Brésil, certaines de ces multinationales empochent déjà de plantureux bénéfices grâce à l'augmentation des surfaces destinées à la culture du soja et se frottent les

mais à l'idée des nouveaux gains que permettront les orientations prises par le gouvernement brésilien, notamment par le biais des accords passés avec les Etats-Unis pour développer la production d'éthanol, ces derniers étant déjà les plus grands importateurs d'éthanol brésilien. Cette dynamique n'est pas sans inquiéter le Mouvement des Sans Terre qui, aux côtés des paysans, assiste à une concentration plus importante des terres entre les mains des multinationales. Il nous a donc semblé important de donner la parole à ce partenaire brésilien dans les pages de ce bulletin.

Les dégâts humains et environnementaux de cette nouvelle «panacée énergétique» feront-ils le poids face aux bénéfices sur lesquels lorgnent les multinationales? Ceci dit, ne l'oublions pas, cette question nous concerne tous également! Ainsi, nous, citoyens et consommateurs, permettons-nous que les ressources naturelles soient dévastées et que les droits de l'homme soient bafoués de par le monde pour répondre aux besoins énergétiques jamais assouvis qu'impose la recherche désespérée de la croissance? Ne devons-nous pas commencer par nous interroger sur nos propres modes de production et de consommation?

Milena Merlino

### Le site internet de Frères des Hommes fait peau neuve!

Frères des Hommes prépare une refonte de son site internet. Vous pourrez le découvrir au plus tard en juin, toujours à la même adresse: [www.freresdeshommes.org](http://www.freresdeshommes.org)... Et toujours avec une foule d'articles, nos dossiers thématiques trimestriels ainsi que les animations et les outils de sensibilisation proposés par Frères des Hommes. Par ailleurs, si vous souhaitez disposer de nos dossiers thématiques sous forme de brochures, nous nous ferons un plaisir de vous les envoyer par courrier postal ou par email. N'hésitez pas à contacter nos bureaux pour nous faire part de votre demande au 02/512.97.94.

## SOMMAIRE

|   |     |
|---|-----|
| Editorial   | 2   |
| Les agrocarburants: réservoirs pleins et ventres vides? | 3-4 |
| Brésil: agrocarburants versus réforme agraire           | 5-6 |
| Colombie: témoignage de François Houtart                | 7-8 |

<sup>1</sup> «Haro sur les agrocarburants?», Miguël Menning, *Défis Sud*, juillet - août 2007

<sup>2</sup> [www.conocophillips.com](http://www.conocophillips.com)

<sup>3</sup> «Corporaciones, agrocombustibles y transgénicos», Silvia Ribeiro, *Alai Amlatina*, 14 juillet 2007

### Frères des Hommes - Info.

Le magazine d'information de Frères des Hommes Belgique asbl  
Rue de Londres, 18 - 1050 Bruxelles  
Tél: 02/512 97 94 - Fax: 02/511 47 61 - Courriel: [fdhbel@skynet.be](mailto:fdhbel@skynet.be)  
banque de la Poste 000-0792779-95 [www.freresdeshommes.org](http://www.freresdeshommes.org)

**Ont collaboré à ce numéro:** l'équipe des permanents de FdH

**Coordination générale:** Milena Merlino

**Rédaction:** Milena Merlino, François Houtart

**Correcteur:** Yves Barillot

© **Photos:** Frères des Hommes, François Houtart

**Mise en page:** GRADE, Olivier Larose

Frères des Hommes-Info est imprimé chez Gillis à Bruxelles

Fratelli dell'Uomo (Italie), Frères des Hommes (France, Belgique et Luxembourg) forment ensemble Frères des Hommes Europe.

Avec le soutien de la DGCD

(Direction Générale de la Coopération au Développement)





## Les agrocarburants: réservoirs pleins et ventres vides?

*Quels avantages présentent les biocarburants en comparaison avec les agrocarburants? Aucun. Ces vocables différents désignent un même carburant alternatif. C'est en février 2007 que le mouvement paysan Via Campesina a décidé de substituer le mot «biocarburant» par «agrocarburant», refusant en quelque sorte une terminologie empreinte de marketing et visant à appâter les consommateurs souhaitant «rouler plus vert». Et les gouvernements et multinationales de nous bercer de promesses quant aux avantages de cette alternative énergétique. Et si nous confrontons ces promesses à la réalité du terrain?*

**Les agrocarburants constituent une réponse pertinente au problème de la pollution et du réchauffement climatique.**

**Faux.** Afin de juger de la pertinence des agrocarburants dans cette lutte contre la pollution, il convient de prendre en considération l'ensemble du processus, depuis la production de «matériaux organiques renouvelables et non-fossiles» entrant dans la composition des agrocarburants jusqu'au moment où l'automobiliste tourne la clé de contact de son véhicule. Différentes étapes posent en effet question en matière environnementale.

Et il faut reconnaître que d'importantes questions surgissent même bien avant la culture proprement dite! Ainsi, de nombreuses firmes multinationales procèdent à un déboisement intensif de certaines régions de la planète dans la perspective de se lancer dans la production d'agrocarburants. Comme chacun le sait, le déboisement a un impact environnemental négatif considérable et est extrêmement néfaste dans la mesure où il participe à une augmentation de l'effet de serre. En effet, selon la FAO, 25 à 30 % des gaz à effet de serre relâchés chaque année dans l'atmosphère – 1,6 milliard de tonnes – sont causés par la déforestation<sup>1</sup>. Au Brésil, cette pratique génère 80% de la production de gaz à effet de serre. L'Indonésie et la Malaisie, elles aussi, ont vu des millions d'hectares de leurs forêts tropicales partir en fumée pour être remplacées par des plantations de palmiers à huile très prisées notamment pour la production d'agrocarburants.

Par ailleurs, le schéma agricole impliqué dans la production d'agrocarburants est généralement celui de la monoculture (canne à sucre, maïs, palmier à huile, soja, etc), pratique qui a notamment pour conséquence d'accélérer l'érosion des sols. Aux Etats-Unis, ce phénomène a augmenté ces dernières années en raison du nombre croissant d'agriculteurs se tournant vers la culture exclusive du maïs ou du soja. En outre, les systèmes d'irrigation utilisés dans le cadre de cultures intensives sont extrêmement voraces en eau. Ainsi, la production d'un seul litre d'éthanol nécessite de 3 à 5 litres

d'eau d'irrigation et produit elle-même jusqu'à 13 litres d'eaux usées<sup>2</sup>. De plus, ce modèle agricole utilise le recours massif à des engrais qui contribuent à une pollution importante des sols.

Autre étape problématique, la distillation de l'éthanol en elle-même pose également question. Elle nécessite en effet à nouveau l'utilisation de gaz ou de charbon, générant aussi des émissions de CO<sup>2</sup>.

Enfin, des doutes subsistent quant à la diminution de pollution promise avec les agrocarburants: ainsi, Mark Z. Jacobson, spécialiste en chimie atmosphérique à l'Université de Stanford en Californie, affirme que ceux-ci auraient un impact négatif sur la qualité de l'air, présentant un risque pour la santé au moins aussi important que les carburants traditionnels. Il avance l'exemple du Brésil où la diffusion de l'éthanol depuis le fameux programme Pro-Alcool des années '70<sup>3</sup> a entraîné une baisse de certains polluants dans l'atmosphère, mais a généré par contre une augmentation d'autres composés organiques volatils nocifs<sup>4</sup>.

**Les agrocarburants sont une alternative rentable sur le plan énergétique**

**Faux.** Sachant que le schéma privilégié pour la production d'agrocarburants est celui de l'agriculture intensive, certains paramètres doivent également être considérés dans l'analyse de la rentabilité énergétique. Ainsi, il est important de souligner que la production d'engrais utilisés massivement dans le cadre d'un tel modèle agricole requiert elle-même un apport considérable d'énergie fournie par des combustibles fossiles, dont le gaz naturel. Celui-ci sera, par ailleurs, également nécessaire dans une phase ultérieure du processus, au moment où devront être traitées les eaux usées découlant de la production d'éthanol.

Selon D. Pimentel et T. Patzek, de l'Université de Cornell et de Berkeley, il n'y a aucun avantage énergétique à tirer de la production d'agrocarburants. Ces chercheurs considèrent que le processus complet de fabrication d'éthanol (à partir du maïs) nécessite 29% d'énergie de plus que celle que peut procurer l'éthanol en tant que carburant, et celle du bois 57% de plus<sup>5</sup>. Ils mettent en avant des soldes négatifs également pour le soja et le tournesol.

Et quand on sait que 10.6 millions de litres d'éthanol ne produisent que 2% du carburant nécessaire chaque année pour les véhicules de la population nord-américaine<sup>6</sup>, on peut s'interroger sur les avantages de cette voie décrite par de nombreux gouvernements comme «la» réponse à la question énergétique du 21ème siècle.

<sup>1</sup> Déforestation et réchauffement climatique, FAO, 4 septembre 2006

<sup>2</sup> Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants, Eric Holtz-Giménez, 2 août 2007

<sup>3</sup> Créé par le gouvernement brésilien pour développer les distilleries produisant de l'alcool comme combustible

<sup>4</sup> [http://www.stanford.edu/group/efmh/jacobson/et www.notre-planete.info](http://www.stanford.edu/group/efmh/jacobson/et%20www.notre-planete.info), «l'éthanol serait plus polluant que l'essence», 23 avril 2007

<sup>5</sup> Ethanol production using corn, switchgrass, and wood; biodiesel production using soybean and sunflower, Pimentel et Patzek, Natural Resources Research, Mars 2005

<sup>6</sup> «La tragedia social y ecologica de la producción de biocombustibles agrícolas en las Américas» Elizabeth Bravo et Miguel A. Altieri, Argenpress, 29 avril 2007

### **Les agrocarburants sont une aubaine pour les paysans du tiers monde car ils leur permettront d'accroître leurs revenus.**

**Faux.** Dans diverses régions du globe, la pression foncière des multinationales sur certains territoires en vue de développer la production d'agrocarburants est telle que l'exode rural est la seule issue pour les petits paysans qui abandonnent alors leur terre, incapables de résister à la concurrence de l'agrobusiness. Ce phénomène inquiète fortement les mouvements paysans revendiquant une réforme agraire et luttant contre l'augmentation de la concentration des terres. C'est le cas du Brésil, par exemple, où le Mouvement des Sans Terre mène campagne contre les agrocarburants. Cet exode rural est souvent assorti d'épisodes violents où les petits agriculteurs subissent des menaces claires afin de laisser le champ libre aux multinationales. Ainsi, dans de nombreux pays, comme en Colombie par exemple, de multiples exactions contre ces populations sont recensées par les organisations de défense des droits de l'homme<sup>7</sup>. Ces dernières pointent en particulier du doigt les paramilitaires qui exercent des pressions considérables sur les populations paysannes de certaines régions dans la perspective d'y développer des cultures de palmiers à huile, pouvant être utilisées dans le cadre de la production d'agrocombustibles. Dans d'autres cas, certains paysans qui ont accepté de travailler pour ces multinationales sont confrontés à des pratiques esclavagistes également épinglées par les organisations de défense de droits de l'homme (interminables journées de travail, interdiction de syndicats, etc).

Outre la question des conditions de travail, il convient de rappeler que l'agriculture familiale est davantage pourvoyeuse d'emplois que les grandes plantations aux mains des multinationales. En effet, elle offre 35 emplois là où les plantations de palmiers à huile et de canne à sucre en proposent 10 et le soya  $1/2$ !<sup>8</sup>

Néanmoins, pour les paysans de l'autre côté du globe, la pression est considérable. Les pays du Nord ne disposant pas de surfaces cultivables suffisantes pour répondre à leurs besoins, ils se tournent vers le Sud pour combler ce manque. Les pays de l'OCDE à eux seuls consomment environ 56% de l'énergie de la planète<sup>9</sup> et le souci de trouver de nouvelles alternatives en la matière va croissant. Les agrocarburants constituent-ils la clé qui ouvrira la porte d'une nouvelle ère de colonialisme?

### **Les agrocarburants mettent en péril la souveraineté alimentaire des pays du Sud.**

**Vrai.** Diminution du nombre de terres vouées aux cultures vivrières, menace pour l'agriculture familiale, appauvrissement des sols en raison des pratiques de cultures intensives... Autant d'arguments qui nous amènent à conclure que souveraineté alimentaire et agrocarburants se trouvent littéralement en concurrence.

800 millions de personnes de par le monde souffrent de la faim. Ces inacceptables statistiques devront-elles être révisées à la hausse dans les années à venir? Les prévisions brandies par certaines études sont pour le moins inquiétantes. L'envolée actuelle des prix des produits agricoles est en partie liée à l'utilisation croissante de terres pour le bénéfice des usines d'éthanol. Cette situation est encore plus critique dans certains pays du Sud où la colère des populations a déjà tourné à l'émeute, comme ce fut le cas au Mexique à la suite de l'augmentation exorbitante du prix de la tortilla (400%)!<sup>10</sup>. Si la hausse de prix est momentanément moins importante sur le continent européen, notre pouvoir d'achat risque toutefois d'être davantage touché dans le futur en raison de l'augmentation de la demande faisant pression sur les marchés céréaliers. Mais jusqu'où cela ira-t-il?

Selon les estimations de l'IFPRI<sup>11</sup>, les prix des aliments de base vont augmenter de 20 à 30% en 2010 et de 26 à 135% en 2020. Face à cela, un constat inquiétant: chaque fois que les prix réels des aliments de base subissent une augmentation d'1%, ce sont 16 millions de personnes de plus qui sont menacés par la faim, ce qui signifie que d'ici 2025, 1.2 milliards d'êtres humains pourraient être touchés par la famine<sup>12</sup>.

Si les multinationales trouvent un intérêt financier à surfer sur cette nouvelle vague des agrocarburants, celle-ci, pourrait bien nous rattraper à la manière d'un tsunami et contribuer véritablement à la dévastation et l'épuisement de ressources naturelles de notre planète, tout en mettant en péril la souveraineté alimentaire des peuples. Face à la recherche désespérée de nouvelles alternatives énergétiques, la vigilance est donc de mise si les êtres humains ne veulent pas être confrontés à un aberrant dilemme et avoir à choisir un jour entre «faire le plein» ou «manger à sa faim». Les famines et la sous-alimentation, le réchauffement climatique et la problématique environnementale ne doivent-ils pas au contraire nous amener à remettre en question les ingrédients d'une croissance économique qui nous ont incités à dilapider les ressources de notre planète et à en faire un partage inéquitable? A travers ce gaspillage et ces multiples problèmes, c'est tout un schéma de production qui fait question: monoculture, concentration des terres et des richesses entre les mains de multinationales ou grandes entreprises à la recherche d'une maximisation des profits, modèle industriel et énergétique essentiellement basé sur les combustibles fossiles... Mais en tant que consommateurs, nous devons également nous interroger. Ainsi, notre bonheur est-il véritablement lié à une consommation effrénée comme nous le font croire publicité et marketing? En d'autres termes, ne pouvons-nous pas envisager un bonheur plus simple, mais exigeant de nous un changement radical de nos habitudes qui passerait entre autres par deux concepts différents: consommer moins et produire autrement?

Milena Merlino

<sup>9</sup> «La tragedia social y ecologica de la produccion de biocombustibles

agricolas en las Americas», Elizabeth Bravo et Miguel A. Altieri, Argenpress, 29 avril 2007

<sup>10</sup> Galette de maïs qui constitue l'un des aliments de base des Mexicains

<sup>11</sup> International Food Policy Research Institute, Washington

<sup>12</sup> C. Ford Runge et Benjamin Senauer, Foreign Affairs, 24 avril 2007

<sup>7</sup> Voir «Le flux de l'huile de palme Colombie-Belgique/Europe» Fidel Mingorance, novembre 2006

<sup>8</sup> «Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants», Eric Holtz-Giménez, 2 août 2007 soybean and sunflower, Pimentel et Patzek, Natural Resources Research, Mars 2005

## Brésil: agrocarburants versus réforme agraire

*Depuis près de 30 ans, le Mouvement des paysans Sans Terre (MST) au Brésil mène une lutte acharnée contre une injustice fondamentale: 1% des propriétaires ruraux disposent de 46% des terres. Ces chiffres sont en corrélation directe avec la pauvreté endémique qui frappe 29% de la population de ce pays. La réforme agraire constitue, aux yeux du MST, un passage obligé pour venir à bout du fléau de la faim menaçant quotidiennement 52 millions de personnes. Mais le combat que mène ce mouvement paysan s'annonce plus ardu dans les mois et les années à venir. En effet, la fièvre des agrocarburants qui s'empare des gouvernements, dont celui de Lula, n'est pas sans avoir des répercussions inquiétantes sur la concentration des terres et la souveraineté alimentaire au Brésil, tout comme dans d'autres Etats. Le MST tire la sonnette d'alarme...*

«Pour nous, c'est clair, affirme José Cláudio da Silva, responsable du secteur Environnement du MST. Avec les agrocarburants, nous nous trouvons face à un véritable processus de recolonisation». Les pays industrialisés ne disposant pas des surfaces agricoles suffisantes, ils se tournent vers Sud, et entre autres le Brésil, pour développer des monocultures de maïs, soja, canne à sucre qui permettront la production de ces combustibles alternatifs.

Il est vrai que le Brésil fait figure de pionnier en la matière. Les premières recherches relatives à la production d'éthanol<sup>1</sup> datent de 1925 dans ce pays. Elles ont débouché concrètement dans les années '70 sur le programme ProAlcool lancé dans le sillage du premier choc pétrolier. L'objectif était, bien entendu, de limiter les importations de pétrole en développant la production d'éthanol comme additif à l'essence. Des distilleries ont donc été annexées aux usines de sucre à cette fin et de plus en plus, ce carburant alternatif a eu le vent en poupe, porté par le deuxième choc pétrolier, les incitants fiscaux et plus récemment les préoccupations énergétiques que l'on sait.

L'engouement est loin de prendre fin puisque le Brésil, qui dispose actuellement de 336 distilleries de ce type, prévoit d'en mettre sur pied 73 de plus d'ici 2012. Poussée par l'accord de coopération signé en mars 2007 par Lula et G.W.Bush, la vague des «biocarburants» propulse le Brésil au rang de chef de file mondial en terme de production d'éthanol. Et l'agrobusiness de se frotter les mains face à la perspective de nouveaux bénéficiaires plantureux...Un bel enthousiasme qu'est loin de partager le MST qui lorgne avec inquiétude sur les conséquences environnementales et humaines d'une telle orientation.

<sup>1</sup> L'éthanol (ou bioéthanol) peut être produit à partir de plantes sucrières comme la canne à sucre, la betterave ou des céréales telles que le maïs et le blé ou encore des déchets végétaux (sciure de bois,...).

<sup>2</sup> Résidu de la distillation de l'éthanol de canne à sucre



### Biocarburants ou agrocarburants?

«Avant tout, cessons de parler de 'biocarburants', insiste Cláudio. Même si ce combustible est d'origine végétale, cette appellation ne se justifie en rien. Quel sens cela a-t-il, sinon pour le monde du marketing qui tente, derrière ce terme, de jouer sur la corde sensible des préoccupations environnementales pour promouvoir un nouveau combustible?». La première raison est manifestement économique à l'heure où nombre de pays industrialisés, tels que les Etats-Unis, souhaitent limiter leur dépendance au pétrole. Il serait effectivement étonnant d'imaginer qu'un pays qui a refusé de ratifier le traité de Kyoto se prévale soudain de la lutte contre le réchauffement climatique par le biais de combustibles «verts».

### Et l'environnement, alors?

Mais, les agrocarburants représentent-ils vraiment une alternative intéressante en termes de préservation de l'environnement? Le MST pointe des problèmes apparaissant à diverses étapes du processus de production. Ainsi, chaque litre d'éthanol produit génère 12 à 13 litres de vinasse<sup>2</sup>, une substance pouvant être utilisée comme engrais, mais hautement polluante pour les nappes phréatiques et les cours d'eau. Toutefois, c'est véritablement le modèle de production qui est critiqué par le mouvement paysan brésilien. Quel que soit le type d'agrocarburant évoqué (éthanol ou agrodiesel<sup>3</sup>), il est généralement issu de la monoculture, schéma de production extrêmement vorace en engrais qui, outre le fait qu'ils sont polluants, sont eux-mêmes fabriqués à partir de combustibles fossiles. De plus, la monoculture est pratiquée par de grandes entreprises agricoles qui visent avant tout la maximisation de leurs propres bénéfices par l'exportation, sans se préoccuper de la biodiversité que préserve au contraire l'agriculture familiale.

En dépit de ces questionnements importants, le gouvernement brésilien est pourtant bien décidé à maintenir le cap. Avec 17 milliards de litres d'éthanol produits en 2006, le Brésil se profile comme le numéro un mondial en la matière. Mais pour en arriver là, 425 millions de tonnes de canne à sucre ont été nécessaires, cultures qui ont occupé un territoire équivalent à celui du Bénélux et du Royaume Uni.

<sup>3</sup> Nous opterons pour le terme «agrodiesel» en lieu et place de «biodiesel», produit quant à lui à partir de plantes oléagineuses telles que le soja et le colza



«Et à présent, le gouvernement brésilien veut multiplier cette superficie par 5, s'exclame Cláudio. Imaginez le désastre écologique!».

### **Souveraineté alimentaire et réforme agraire**

Et en tant que porte-drapeau de la réforme agraire et des droits des petits paysans, le MST avance d'autres arguments. «Nous pensons, explique Cláudio, que la pression des agrocarburants aggravera les problèmes sociaux du Brésil. En effet, les terres qui auraient pu être disponibles pour la réforme agraire risquent maintenant de passer aux mains de multinationales. Dans certaines régions, la seule possibilité d'emploi des paysans sera donc de se faire engager dans ces cultures de canne à sucre et parfois, dans des conditions de travail frisant l'esclavagisme. Pour gagner 160 euros par mois, ces travailleurs doivent couper entre 10 et 15 tonnes de canne par jour (!), encourant des risques tels que des mutilations ou un épuisement total au vu de l'effort exigé, voire la mort pour certains». De plus, moins de paysans seront donc affectés aux cultures vivrières et parallèlement, la quantité de terres qui pourraient être destinées à celles-ci diminuera, mettant en péril la souveraineté alimentaire d'un pays déjà touché par la faim. Conséquence inévitable, les prix des denrées alimentaires risquent de flamber, ce qui compliquera grandement l'accès à ces produits pour les populations pauvres.

De préoccupante, la situation risque même de tourner à l'absurde. En effet, l'agrodiesel, pour être utilisé, est actuellement additionné au diesel fossile. Le Brésil veut que la proportion de cet additif passe à 20% dans les carburateurs d'ici 2012. «Mais si tous les pays qui consomment aujourd'hui du diesel envisageaient de faire de même, il faudrait pratiquement disposer d'une autre planète pour produire les cultures nécessaires!, ponctue Cláudio. Nous manquerons donc rapidement d'espace et ce commerce n'est donc pas rationnel».

Le mouvement redoute également les complications judiciaires dans le cadre de la réforme agraire. Pourquoi? La loi brésilienne établit que toute terre doit remplir une fonction sociale. Les limitations au droit de propriété sont de trois ordres: les terres doivent être productives, les droits des

travailleurs doivent y être respectés, de même que l'environnement. Dans le cas où ces conditions ne sont pas réunies, les terres peuvent être expropriées et l'Etat a alors le devoir de les destiner à la réforme agraire. Mais dans le cas des agrocarburants, les paysans, pour faire valoir leur droit à une terre, se trouveront de plus en plus souvent face à des multinationales et non, comme par le passé, à un grand propriétaire terrien qui délaissait fréquemment une partie de ses terres car étant dans l'impossibilité de cultiver d'énormes étendues. «Il est plus difficile de se battre contre des multinationales qui constitue un 'ennemi moins visible' en quelque sorte, commente Cláudio. De plus, l'agrobusiness a les moyens de cultiver des étendues plus importantes, et cela rend donc l'expropriation plus difficile».

### **Une campagne qui s'annonce ardue...**

Fort de ces arguments, le MST mène donc campagne contre les agrocarburants, entreprise qui est loin d'être aisée dans un pays où les moyens de communication répondent aux intérêts de l'oligarchie. Le mouvement organise donc la mobilisation au travers de rencontres nationales, de la sensibilisation des petits agriculteurs et diffuse l'information au travers des ses propres publications ou de la presse alternative. «L'année 2008 marquera une étape importante pour notre pays puisque se tiendront les élections municipales, explique Cláudio. Dans les mois à venir, le MST prévoit donc de multiplier les débats sur ce thème et d'approcher les candidats».

Entendons-nous bien: le MST n'est pas radicalement opposé au combustible vert. Il préconise toutefois que l'éthanol et le diesel vert soient produits sous le contrôle des travailleurs paysans dans le cadre du schéma de la polyculture. En aucun cas, ils ne doivent constituer une menace pour la souveraineté alimentaire. «Nous devons trouver des alternatives à l'heure où les combustibles fossiles se raréfient, conclut Cláudio. Mais il est essentiel aussi que nous repensons nos modes de consommation: pourquoi ne pourrions-nous pas opter davantage pour les transports publics, exploiter davantage les voies fluviales là où c'est possible?». Enfin, le MST défend l'idée d'un modèle énergétique décentralisé, adapté aux besoins, caractéristiques et potentialités locales et régionales et propose que la production et la gestion de l'énergie se fassent via de petites usines appartenant à des coopératives ou communautés, toujours sous le contrôle de paysans et travailleurs.

Encore une fois, le Mouvement des Sans Terre aura à mener un rude combat contre les intérêts financiers et les multinationales dont l'appétit est aiguisé par la manne que promettent les agrocarburants. Mais ne nous y trompons pas: cette bataille n'est pas que celle du MST ou des petits paysans brésiliens. Plus que jamais, c'est l'interdépendance Nord/Sud qui transparaît au travers de cette problématique et cela doit nous interpeller tous.

Milena Merlino

## Colombie: Le coût social des agrocarburants et le cas de la palme africaine



*Extraits du récit d'une expérience vécue auprès des paysans colombiens dépouillés de leurs terres pour les plantations de palme africaine destinées aux agrocarburants*

...Après environ 75 km, nous arrivons dans la zone de la palme africaine. Cette fois, nous nous engageons dans des chemins complètement entourés de plantations de palmiers, plantes relativement basses et dont les fruits se situent à la base. Tout le long d'une de ces routes, les fruits des palmiers sont rassemblés sur la route et des camions viennent les prendre pour les apporter à une raffinerie, que nous avons croisée. Un hectare de palmiers donne 5 mille litres d'agrodiesel. C'est donc une production très rentable. Le travail n'exige qu'une main-d'œuvre assez réduite, qui est amenée en camion chaque jour. Les fertilisants et les pesticides utilisés pour les plantations sont chimiquement très destructeurs. Il n'y a plus un seul oiseau. Les paysans nous disent que les ruisseaux et rivières n'ont plus de poissons. L'un d'entre eux, me montre les traces de brûlures de la peau qu'il a subies en s'étant baigné dans la rivière. Les produits chimiques sont épandus par avionnette et ne respectent rien, ni les sols, ni l'eau, ni les rares espaces où il y a encore un habitat.

Nous arrivons finalement dans un lieu indiqué par un grand panneau réalisé à la main: Zone humanitaire. Après dix ans de luttes sanglantes menées par la Brigade 17 de l'armée et les paramilitaires agissant pour les entreprises de la palme, et ensuite à partir de 2001, de déplacements forcés successifs, un groupe de paysans s'est rassemblé pour cultiver quelques hectares de terre à la lisière des plantations de palme. Ils ont été expropriés de leurs propriétés datant pour certains de plus de 120 ans. Ils ont constitué ce qu'ils appellent une zone humanitaire de biodiversité. Ils sont accompagnés de membres de la Brigade internationale de paix pour les protéger. Une Commission éthique internationale a été constituée pour alerter les instances internationales, en cas de violations graves de leurs droits. J'en suis membre, avec d'autres européens et nord-américains, les autorités de Bogotà ont été prévenues de notre mission sur place par la Commission interecclésiale Justice et Paix.

Il faut dire qu'un petit paysan dans ces régions est quelqu'un qui possède entre 50 et 100 hectares. Les cultures

étaient diversifiées, l'élevage relativement extensif, les bois abondants, ce qui permettait à ces paysans de poursuivre une vie relativement normale, même si les conditions de travail étaient dures. Le Chocó était la région de la plus grande biodiversité du pays. Il y avait à quelques kilomètres de là un village, avec école primaire, centre de santé, aqueduc amenant l'eau de la montagne, une série d'églises et de temples de différentes dénominations chrétiennes. Aujourd'hui, il ne reste presque plus rien de cette agglomération: l'école, le centre de santé, l'aqueduc ont été détruits, pour l'extension des cultures de la palme. Chaque extension de la culture de la palme entraîne de nouveaux massacres. En décembre 2005, à Pueblo Nuevo et en octobre 2006, à Brisas, c'est un nouveau groupe paramilitaire, appelé Aguilas negras (les Aigles noirs) qui est entré en action, en connexion avec l'armée et la police.

Nous descendons des jeeps et nous nous rendons vers un petit groupe d'habitations à peine édifiées. Il y a seulement quelques mois que les paysans se sont installés sur ces terres. Déjà, ils font l'objet d'une procédure judiciaire, comme envahisseurs. Or, tous avaient des terres dont ils ont été expulsés. Quelques compagnies de palmiers sont actives dans la région et à l'endroit où nous sommes, il s'agit de Urapalma, société anonyme.

Comme les paysans ne voulaient pas céder leurs terres, les menaces ont immédiatement suivi. On leur disait: «Si vous ne voulez pas vendre vos terres, nous les acheterons à vos veuves». Malheureusement, les faits ont suivi. Dans la communauté que nous visitons, 113 personnes ont été assassinées, d'abord par l'armée et ensuite par les paramilitaires. Il en a été de même dans bien d'autres endroits. Je ne décrirai pas la manière dont ils ont été massacrés, car cela dépasse les limites du supportable. Dernièrement, l'un d'entre eux, un noir qui devait assister à une réunion internationale à Chicago pour dénoncer les injustices commises en Colombie a été assassiné quelques jours avant son départ. Son corps a été retrouvé dans la rivière par la reli-

gieuse du Sacré-Coeur présente avec nous. C'était un avertissement pour les autres.

Sur place, également, un certain nombre de membres de la Brigade internationale de la paix, des jeunes italiens, espagnols, américains, canadiens, français, qui se relayent pour vivre avec la communauté, travaillant avec eux et prenant tous les risques, afin de les protéger. C'est là le sens de la Zone humanitaire et de biodiversité, en d'autres mots une aire symboliquement protégée, établie sur cinq hectares récupérés par un des paysans, en bordure des palmeraies. La visite que nous faisons au nom de la Commission éthique est aussi destinée à éviter que les exactions continuent dans le silence et l'ignorance. Le gouvernement est soucieux de sa réputation internationale, ce qui explique la crainte des révélations.

L'après-midi, nous nous rendons ensemble à environ deux kilomètres de là, vers le cimetière. Ce dernier se trouve en bordure des plantations. Il a été complètement détruit par les bulldozers, toutes les tombes profanées et sur un petit morceau de terre qui se trouvait en dehors de la plantation, les paysans ont replanté de petites croix de bois peintes en blanc. En arrivant, sur le sentier, rempli d'eau et de boue, un des paysans tue une vipère. Sur place, nous nous rassemblons en silence. Ils me demandent de prier pour les morts. Un des paysans prend aussi la parole. Il explique l'histoire du cimetière. «Nous avons

ici un village. Il n'en reste pratiquement plus rien. Les machines ont complètement bouleversé le cimetière. Nous ne savons plus qui de nos êtres chers se trouvent ici et c'est pour cela que nous avons remis quelques croix symboliquement, sans savoir qui se trouve en dessous». C'est une grande émotion. Ils me demandent de bénir ce lieu. Nous récitons ensemble le Notre Père, puis restons encore un long moment à prier en silence, non seulement pour les parents et grands-parents enterrés en ce lieu, mais également pour tous ceux qui ont été massacrés. Au loin retentit le chant des tronçonneuses qui opèrent dans la forêt voisine.

Cette vision me bouleverse profondément. C'est presque la rage qui vient au cœur lorsque l'on voit des choses de ce genre. Le capitalisme n'a aucun respect pour quoi que ce soit. Il faut gagner de l'argent. Il faut tout transformer en marchandise. C'est la valeur suprême. Les êtres humains ne comptent plus, même pas ceux qui reposaient en paix dans ce cimetière de campagne. Nous retraversons le chemin entouré de palmiers: les palmiers de la mort.

Le retour se passe, comme à l'aller: arrêt et changement d'avion à Medellín et finalement atterrissage à Bogotá. Durant le voyage, je ne puis m'empêcher de penser à tout ce que j'ai vécu pendant les deux jours précédents. Le film des événements me revient constamment à l'esprit. Comment peut-on accepter des situations semblables? Comment est-ce possible que l'Eglise hiérarchique ne soit pas présente pour défendre la justice? Comment une société peut-elle se construire sur de tels paramètres? En passant à Medellín, je pense à la société Urapalma, dont le siège se trouve dans cette ville. Qui sont les actionnaires? Probablement, d'excellentes personnes, de bons pères de famille, de bons chrétiens, qui se trouvent autour d'une table à tapis vert et qui prennent des décisions économiques, en fonction de la logique du profit, sans se poser d'autres questions. Il faut dénoncer ce système. Il faut trouver qui sont les actionnaires. Il faut savoir quelles sont les banques qui les financent et quelles sont leurs connexions internationales. Il faut oser dire qu'ils sont responsables de la mort, qu'ils réduisent à la misère des milliers de personnes, qu'ils empêchent les talents humains de se développer, qu'ils sont les obstacles à ce que des enfants puissent un jour contribuer au bien-être de l'humanité, qu'ils représentent des intérêts matériels contre des valeurs humaines.

On pourrait penser que tout ceci signifie arrêter le progrès, qui pour un bien supérieur exige des sacrifices. Mais quels progrès et quels sacrifices? Continuer un modèle énergétique qui congestionne nos villes et permet que le 18 août 2007, il y ait 580 km de bouchons en France, pour ne citer que des exemples faciles? Au prix de dommages irréparables à la biodiversité, aux réserves d'eau, aux sols, au climat, au détriment de l'agriculture paysanne et au profit de l'agro-business dominé par quelques grandes entreprises, et plus grave encore, au prix de sacrifices humains, sociaux et culturels qui affectent des millions de gens. Or, un autre modèle est possible, de respect de la biodiversité, des droits humains et du climat, mais cela exige une volonté politique.

#### **François Houtart**

*Professeur émérite de l'UCL, fondateur du Centre Tricontinental, de la revue Alternatives Sud et membre du Conseil International du Forum Social Mondial*

